

L'opposition à l'accord entre le gouvernement et le Front commun **Mobiliser à fond ou rester sur la clôture du post-mortem**

Suite au rejet de l'entente pourrie¹ entre la direction du Front commun et le gouvernement par plus des deux tiers des délégués de la Fédération de la santé et des services sociaux (FSSS) de la CSN, la plus importante composante du Front commun, le 22 décembre dernier, au même moment où la direction de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) représentant le tiers des enseignantes du primaire-secondaire faisait de même, il est devenu impossible pour qui se dit de gauche de ne pas la rejeter et la dénoncer. Pourtant la direction de Québec solidaire s'y refuse encore. Il a même fallu attendre le 12 janvier pour que la principale composante de l'aile gauche Solidaire, dont l'organe est Presse-toi-à-gauche, s'y résigne... mais est-ce vraiment le cas ?

Le tournant de dernière minute... pas tout à fait de 180 degrés

Jusqu'au 12 janvier, à la une du site Presse-toi-à-gauche, on trouvait la déclaration du Front commun justifiant l'entente et plus bas un article style post-mortem d'un militant FNEEQ satisfait du degré de mobilisation atteint à renforcer pour la prochaine étape ou pour la prochaine fois mais qui ne disait rien à propos de la contre-offre du Front commun du 17 novembre fort contestée, de la série des ententes sectorielles tout comme de celle de la table centrale du 17 décembre. Il y avait certes l'article en sens contraire du délégué syndical des employés de soutien de l'école Maisonneuve, Yves Chartrand, publié dans Le Devoir en op-ed, et le mien mais dans la petite colonne « Votre opinion ». Ce choix éditorial, car le collectif ou un de ses porte-parole connus se tenaient cois sur le sujet, signifiait que Presse-toi-à-gauche favorisait l'entente malgré des réserves.

Le 12 janvier, Presse-toi-à-gauche renouvelait sa page web. Comme on pouvait s'y attendre, sa position d'appui critique à la direction du Front commun mais sans se mouiller directement n'étant plus tenable, il a viré sa veste de bord... mais pas complètement. Cette fois-ci, pour faire oublier ses tergiversations, Presse-toi-à-gauche prend directement position par l'intermédiaire d'un texte de son dirigeant principal, Bernard Rioux, précédé de la prise de position de la FAE et du dernier texte très mobilisateur de Yves Chartrand, promu de la colonne « Vos opinions » à la colonne centrale et en plus en seconde position. Ce qui laisse entendre un appel à la mobilisation contre l'entente sauf que...

Le principal dirigeant de Presse-toi-à-gauche livre une longue analyse de la lutte du Front commun depuis l'automne 2014, analyse qui a son mérite... et ses silences. On y explique que depuis le début la direction du Front commun n'a jamais voulu l'affrontement, qu'elle a toujours joué au chat et à la souris avec les mouvements populaire et étudiant désirant une authentique lutte contre l'austérité, qu'elle a contrôlé la base syndicale... ce qui n'est pas tout à fait vrai comme on verra. L'auteur, bien entendu, rejette l'entente « à rabais ». Il critique la politique de Québec solidaire de refus de construire un front de résistance, de refus de promouvoir la grève sociale, de refus de proposer un programme d'urgence.

Une odeur de post-mortem démobilisatrice

Cependant son analyse a une odeur de post-mortem... avant la fin de la bataille. Anguille sous roche, l'auteur demeure silencieux à propos de la première révolte des délégués syndicaux du CCMM-CSN dès l'offensive du Printemps 2015² au point que, en combinaison avec la mobilisation étudiante, si ultra-gauche fut-elle, la direction du Front commun avait perdu momentanément le contrôle de la

- 1 Charles Ste-Marie, Syndicat des employé-e-s du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (SECHUM), [Refusons l'entente austère! ...car le diable se cache dans les détails](#), 12/01/16. Malheureusement, on ne trouve pas encore cette excellente analyse détaillée de l'entente sous forme de tract sur le site web de Lutte commune dont l'auteur est pourtant un animateur.
- 2 Marc Bonhomme, [Syndicalisme : au Québec, le président de la CSN se fait passer un savon magistral](#), ESSF, 11/04/15

lutte qu'elle n'a pu reprendre qu'à l'automne 2015 après avoir saboté la mobilisation du premier mai précédent. Cet « oubli » l'amène à minimiser la présente révolte qui se dessine à la base depuis la fin décembre à partir non seulement des deux tiers des déléguées de la FSSS ralliant la direction de cette fédération mais aussi, ce qui n'est nullement mentionné, de la direction de la FAE et d'importants syndicats de la CSQ, dont celui de Québec où est basé Presse-toi-à-gauche, sans compter les hésitations des délégués du principal syndicat des professeurs de cégep (FNEEQ-CSN) et même la tiédeur du principal syndicat du soutien scolaire (FEESP-CSN) et de l'APTS, ce qui laisse espérer un possible renversement de leur vote par la base syndicale moyennant une campagne convaincante.

L'auteur, de ce fait, n'en déduit nullement la perspective de la construction d'un front du rejet FSSS-FAE auquel pourrait se joindre des syndicats locaux et régionaux dissidents sans compter les parents des écoles publiques dont le mouvement « Je protège mon école publique » qui continue leur chaîne de début de mois et le mouvement communautaire, en pleine ascension mobilisatrice, qui invite à une semaine d'action anti-budget du 21 au 27 février, et peut-être le mouvement étudiant s'il se remet de sa défaite du printemps 2015. Et que dire des employés municipaux à qui on enlève pratiquement le droit de grève, particulièrement ceux de Montréal fortement réprimés, et des garderies publiques qui commencent à riposter contre de sévères coupures. Il ne dit mot de la manifestation organisée par la FAE le samedi suivant. Pourquoi ce silence paradoxal alors que cette manifestation est annoncée à la une du site ?

L'auteur insiste plutôt ad nauseam sur la « dispersion » et la « fragmentation » de la résistance tout en valorisant « les directions syndicales [qui] ont tenu à préciser que la signature de l'entente proposée ne signifiait aucunement la fin de la lutte contre l'austérité » comme si ces déclarations n'étaient pas de pure mesures de diversion pour faire accepter l'entente pourrie. Il faut dire que la championne de ce double discours, la présidente de la CSQ, est une blogueuse de Presse-toi-à-gauche tout comme la présidente du syndicat des infirmières (FIQ) qui a tout accepté sans même une seule journée de grève.

Enfin, il passe sous silence la défaillance de l'heure de la direction de Québec solidaire, soit son refus d'inviter la base syndicale à rejeter l'entente « à rabais » au nom d'une lutte efficace contre l'austérité et au nom de la lutte contre la pauvreté des femmes qui composent la majorité des bas-salariées laissées pour compte par cette entente. À remarquer que jamais l'auteur ne souligne la dimension féministe de la lutte du Front commun ce que vient de souligner un récent communiqué de la FSSS³. Que la lutte contre l'austérité concerne au premier chef les femmes, côté bons emplois comme côté soulagement du travail domestique, est devenue une vérité de La Palice⁴.

Quelle est finalement la perspective de l'auteur ? « Un large bilan de cette lutte et une analyse des stratégies qui y ont été déployées devront être faits et diffusés [...]. Une autre orientation syndicale est nécessaire. Elle ne s'imposera pas spontanément. Elle nécessitera la mise en place d'un réseau militant intersyndical capable de l'élaborer et d'en faire comprendre la nécessité. » Il en est déjà au post-mortem alors que la bataille des votes à la base ne fait que commencer.

Et qui sera ce réseau du futur ? Peut-être Lutte commune mais « cette opposition est restée jusqu'ici minoritaire et le fonctionnement verticaliste du front commun a empêché que cette opposition trouve dans des assemblées générales fréquentes le cadre dans lequel elle aurait pu défendre ses propositions »... alors qu'auront lieu à partir de maintenant un grand nombre d'assemblées générales pour ratifier l'entente que Lutte commune essaiera de couvrir dedans et dehors. C'est là un appel à la démobilisation. Peut-être faudrait-il plutôt compter sur « la construction de deux comités intersyndicaux de Québec solidaire à Montréal et à Québec [qui] a constitué les premiers pas dans cette direction. » Laquelle ? Convaincre dans l'urgence la direction Solidaire de faire une déclaration publique invitant au rejet de l'entente ?

3 Stéphanie Marin, [Québec mène une offensive contre les femmes, estime la FSSS](#), Le Devoir, 14/01/16

4 IRIS, [Les mesures d'austérité et les femmes : analyse des documents budgétaires depuis novembre 2008](#), 2/03/15

Ménager la direction du parti ou mobiliser pour la mettre au pied du mur

Ce n'est pas la direction qu'ont prise ces deux comités à leurs deux dernières réunions conjointes. À la première, au moment les déléguées FSSS rejetaient l'entente, la minorité dont je faisais partie a défendu une orientation d'intervention rapide auprès de la direction du parti, parce qu'il y avait urgence, pour que celle-ci, en particulier les porte-parole, intervienne sur la place publique dans le sens d'un rejet de l'entente afin d'influencer le vote des assemblées générales et des référendums durant le mois de janvier. Par la suite, la déclaration publique de la Région de Québec⁵ et la réceptivité de certains militants de la Rive-Sud ont montré que le point de vue minoritaire avait un soutien dans le parti... tout au moins là où l'électoratisme a encore peu pénétré faute de perspective réaliste à court terme de faire élire quelqu'un... à moins de prédire une « vague orange » en 2018 que les sondages n'annoncent pas.

La récente réunion conjointe des Intersyndicales Solidaires, plus tard que prévu alors que le temps presse, dilue cette orientation. Les Intersyndicales n'avaient plus d'autre choix que de surfer la vague. Elles optent pour la facilité d'un tract défonçant des portes ouvertes qui sera distribué à des convertis lors de la manifestation de ce samedi-ci. En passant, les Intersyndicales ont-elles demandé à la direction d'appeler à cette manifestation? Mais peut-être que ce tract critiquera-t-il l'attentisme de la direction du parti et suggérera-t-il de faire pression sur elle. C'est à voir. Autrement, même s'il est signé par les Intersyndicales, ce tract risque de semer la confusion en donnant l'impression que le parti recommande de rejeter l'entente. Le même problème se pose pour sa distribution à des assemblées syndicales. Par contre, il faut y distribuer la littérature de Lutte commune.

Pour ce qui est des pressions sur la direction, on a sauvé la face par une rencontre privée. Pour la suite des choses, on se contentera de faire jouer des contacts et de prier la direction du parti d'inclure le tract dans la prochaine info-lettre aux membres ce qui aussi créerait de la confusion sur la véritable position du parti à moins d'un contenu transparent. Pourtant la déclaration de la région de Québec ouvre une brèche qui suggère une tactique de faire pression sur les associations régionales et de circonscriptions pour qu'elles imitent la région de Québec. La quinzaine de personnes présentes à la dernière réunion, et autant dans sa périphérie, peuvent intervenir dans ce sens dans les plus brefs délais. Et j'invite les récipiendaires de cet article, membres de Québec solidaire, à faire de même. Étant donné que tout se joue dans les prochaines semaines et que l'enjeu en est historique — sans abuser de cette expression trop souvent employée car jamais depuis plusieurs dizaines d'années sinon jamais tout court les bases syndicales n'ont tenté à ce point de s'émanciper de la bureaucratie syndicale — il sied que les Intersyndicales interviennent publiquement que ce soit par une conférence de presse ou tout au moins une lettre aux journaux. Car il faut tout faire, immédiatement, pour ébranler les colonnes du temple.

Gagner le vote exige aussi un plan d'action tendant la main à la population

La contribution de Québec solidaire, tout comme celle de la gauche syndicale organisée dans Lutte commune, ne peuvent se limiter à une invitation au rejet de l'entente. Non plus que les argumentaires des directions syndicales de la FSSS et de la FAE et celui des directions locales et régionales tout comme celui de Lutte commune. Les premiers votes en assemblées générales locales, à la FNEEQ, approuvent l'entente malgré parfois un manque d'enthousiasme. Ils attestent qu'il ne suffit pas de démontrer ses insuffisances d'autant plus que la relativité salariale avantage les professeurs avec le plus d'ancienneté. Comme l'a écrit sur le Facebook de discussion de Lutte commune, un militant professeur au cégep de Limoilou à Québec, les syndiqués qui ont voté ont pris en compte

5 Communiqué de la Région de la Capitale-nationale de Québec solidaire, [Le gouvernement doit cesser d'appauvrir les salarié.es du service public](#), 12/01/16. Certes, le titre mou du communiqué met en cause uniquement le gouvernement et le contenu ne met pas du tout en cause la direction du Front commun, et même l'excuse. Toutefois, il affirme : « *Nous soutenons la démarche du conseil fédéral de la FSSS, qui appelle au rejet de l'entente.* »

« [1]absence de perspective stratégique concrète (les gens ne sont pas prêts à sauter dans le vide d'un combat contre l'État dont ils ne voient ni les étapes ni un dénouement à leur avantage). »

En appeler à une réouverture des négociations, comme vient de faire la direction de la FSSS à son conseil fédéral de plus de 500 personnes, exige un plan d'action dont elle dit vouloir se doter⁶. La crédibilité de ce plan sera aussi cruciale que la critique de l'entente pour que les bases syndicales la rejettent. Un bon lancement de la remobilisation 2016 en serait la manifestation de samedi dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve de Montréal organisée par la FAE. La liaison FSSS-FAE lors du conseil fédéral de la FSSS est de bon augure. Reste à savoir si la direction de la FSSS ouvrira la machine pour amener son monde à cette manifestation. En plus la FSSS a en banque une série de dix jours de grève qu'elle vient de faire voter. Mais étant donné la loi des services essentielles il s'agit de grèves de 42 minutes par jour. Pour ne pas tomber dans une routine démobilisante, l'aménagement de ces 42 exigeront de la pro-activité telle une distribution de littérature aux usagers des cliniques externes et des CLSC de même qu'aux visiteurs... ou d'autres actions perturbatrices dedans et dehors en jonction avec la FAE et d'autres forces militantes.

Un plan d'action qui réussisse requiert un appui de la population. La thématique « Je soutiens l'école publique » de la manifestation de samedi de la FAE répercute la lutte du mouvement « Je protège mon école publique » sans compter que plusieurs professeures y collaborent pour organiser les chaînes de début de mois dont une nouvelle aura lieu le premier février. Cette synergie manque cruellement du côté de la santé et des services sociaux. La grève des dix jours fournira l'occasion de tendre la main, littéralement avec un dépliant, aux dizaines de milliers de personnes qui chaque jour se rendent dans un hôpital ou un CLSC en étendant ce 42 minutes à des petits groupes se relayant toute la journée. Que dire dans ce dépliant ? On ne peut pas y parler seulement des bas-salaires des femmes aussi légitime et aussi intégrée à la lutte contre l'austérité soit cette revendication.

Au-delà des légitimes revendications salariales, la lutte contre l'austérité

Sur la page d'accueil de son site, la FSSS répercute la campagne, lancée discrètement le 7 décembre dernier, de la Coalition solidarité santé pour « *pour une assurance médicaments 100% publique* »⁷. La sympathique pétition visant 10 000 signatures n'y arrivera pas. La FSSS est-elle prête à faire la grève pour faire avancer cette revendication ? La Coalition mains rouges a lancé le 11 janvier une « *semaine d'actions pour un meilleur partage de la richesse du 21 au 27 février 2016* »⁸, pas encore relayée par le site de la FSSS, dont les revendications sont :

- *Réinstaurer la taxe sur le capital pour les banques*
- *Augmenter les impôts des grandes entreprises au lieu de les diminuer encore*
- *Revoir la fiscalité des particuliers : augmenter le nombre de paliers d'imposition pour assurer une réelle progressivité de l'impôt et une plus grande contribution des plus riches et imposer davantage les dividendes et les gains en capital, au même titre que les revenus de travail*
- *Lutter plus activement contre l'évasion fiscale*

La FSSS et la FAE et tutti quanti sont-elles prêtes à faire la grève pour ces revendications ? Car on ne peut pas invoquer la lutte contre l'austérité sans être prêt à faire la grève pour elle au-delà de la question salariale et des pensions. Vice-versa, on ne peut pas gagner sur la question des salaires, à moins peut-être de se contenter de broutilles ou subir la défaite imposée par une loi spéciale, sans un appui ferme du peuple québécois lequel requiert un tournant anti-austérité. On est rendu là. Et tant pis si ces demandes n'ont pas été incluses au départ dans celles reliées à la convention collective. Il faut maintenant corriger le tir. Et c'est à ce niveau que Québec solidaire rentre en jeu au-delà de l'urgence à court terme de dénoncer l'entente comme une insulte à la pauvreté des femmes et une injure à la lutte contre l'austérité.

6 Communiqué de presse de la FSSS, [La négociation doit se poursuivre](#), 14/01/16

7 Coalition solidarité santé, [Le remède aux coupures, ça existe](#), sans date

8 Coalition mains rouges, [Semaine d'actions pour un meilleur partage de la richesse du 21 au 27 février 2016](#), 11/01/16

Pour une grève sociale dont le noyau est une grève des secteurs public et para-public

Une lutte contre l'austérité se heurte de plein fouet la politique centrale des gouvernements canadien et plus encore québécois afin de dégager des marges de manœuvre pour tant financer la réhabilitation d'infrastructures en déliquescence, quitte à les « verdir » mais si peu, que de subventionner les dit champions nationaux en perdition tel Bombardier si ce n'est un extractivisme pétrolier et minier que la stagnation de l'économie mondiale a rendu non rentable sans aide étatique. À quoi s'ajoute pour le Québec tant une politique de nivellement fiscal en faveur des entreprises et des tranches de revenus élevés au nom de la compétitivité fiscale dans la zone ALÉNA qu'un ajustement salarial par le haut en faveur du corps médical pour raison de compétitivité pan-canadienne dans le cadre d'une industrialisation de la santé. Casser cette orientation politique appelle une politique alternative dont seul Québec solidaire peut être le porteur crédible dans le Québec de 2016.

C'est à Québec solidaire d'ajouter le supplément d'âme d'une perspective de libération nationale et d'émancipation sociale à la lutte contre l'austérité revivifiée par un refus de l'entente pourrie. Car cette entente consentie par la direction du Front commun garantit au gouvernement, qu'il soit libéral, péquiste ou caquiste après 2018, une « paix sociale » de cinq ans pour implanter sa politique d'austérité. Il est en effet vain d'imaginer que l'ensemble du mouvement social, si combatif soit-il, soit en mesure de casser l'austérité gouvernementale sans l'apport gréviste des syndiqués des secteurs publics et parapublics même au-delà du Front commun et assimilés, tels les syndicats des garderies, des municipalités et des transports en commun. On a qu'à se souvenir du Printemps érable qui en fin du compte a dû se contenter d'un statu-quo détérioré même s'il a réussi à empêcher le pire. Au cœur d'une grève sociale, car c'est de cela qu'il s'agit, se trouve presque nécessairement un grand mouvement gréviste public et para-public.

L'illusion électorale mène dans le cul-de-sac de type brésilien, vénézuélien ou grec

Pourrait-on faire l'économie d'une dure lutte contre l'austérité en optant pour la voie sans douleur d'une élection d'un gouvernement Québec solidaire en 2018 ? Peut-on remplacer la dure réalité par une douce illusion ? Le problème de fond n'est pas la crédibilité d'une telle élection étant donné les sondages actuels. Une vague orange québécoise n'est pas une impossibilité dans le contexte d'un électorat désabusé par les « vieux partis » tout en étant enragé par une austérité sans fond et sans fin. Le peuple brésilien a opté en 2002 pour le Parti des travailleurs aujourd'hui gangrené par la corruption pendant que le Brésil plonge dans l'abysse d'une crise économique. Le peuple vénézuélien a élu et réélu un sauveur suprême radical de gauche pour aujourd'hui se noyer dans un marasme économique et politique sans porte de sortie. *Last but not least*, le peuple grec, sans palliatif extractiviste temporaire dont ont momentanément joui le Brésil et le Venezuela, a élu un parti, Syriza, se disant antilibéral qui a aujourd'hui capitulé sur toute la ligne.

Il n'en sera pas autrement avec un gouvernement Solidaire d'autant plus qu'il est loin d'avoir la popularité d'un Lula, la fermeté d'un Chavez et la clarté politique originale d'un Syriza. C'est l'auto-organisation syndicale et populaire issue d'une grève sociale qui fera toute la différence. C'est un gouvernement projeté par une telle mobilisation de fond qui sera en mesure d'implanter une politique de plein emploi écologique après avoir réglé son compte aux banques et consorts en les expropriant parce qu'il aura réalisé l'indépendance nationale sur la base de l'indépendance de classe. C'est un tel discours qu'on attend maintenant de Québec solidaire pour donner la perspective manquante à la révolte sans précédent de la base syndicale contre la chape de plomb bureaucratique qui l'étouffe depuis des lustres.

Marc Bonhomme, 15 janvier 2016

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca